

Chez nos voisins français, la démission surprise de Nicolas Hulot, ministre le plus populaire du gouvernement, a fait l'effet d'une bombe. Son départ illustre une fois de plus la difficulté de se faire entendre pour un défenseur de l'écologie quand il est confronté au pouvoir. La veille du départ de Nicolas Hulot, le président Macron avait réduit le prix du permis de chasse de moitié. Une décision clairement électorale quand on sait que les chasseurs sont encore nombreux en France. Mais pour son ministre de la Transition écologique, c'était la pillule de trop. En prenant ses fonctions, l'ancien animateur d'Ushuaïa ambitionnait de fermer 17 réacteurs nucléaires. Un an plus tard, le compteur est toujours à zéro. Il s'était aussi engagé contre le traité Ceta: il a été voté. Enfin, il voulait l'interdiction du glyphosate.

**LE MINISTRE S'EN VA, LES PROBLÈMES ÉCOLOGIQUES RESTENT**

Là aussi, un échec. Pour Emmanuel Macron, fragilisé depuis l'été, le départ de Nicolas Hulot est un coup dur. D'autant que, comme le faisait remarquer la cheffe du service politique de France 2, le temps n'est plus où l'écologie était seulement la préoccupation des salons parisiens. Avec la canicule qu'on a vécue, les oiseaux qui disparaissent de nos campagnes, les océans gorgés de déchets, chacun se rend compte que l'environnement est un enjeu majeur.

Mais si Nicolas Hulot n'est pas parvenu à le faire comprendre, qui le pourra ?

PAR GÉRY DE MAET

**SONDAGE EXPRESS**

Utilisez vous encore votre ligne téléphonique fixe ?

**PLUS JAMAIS > 12,6 %**

**PRATIQUE PLUS > 13,7 %**

**DE TPS EN TPS > 22,6 %**

**RÉGULIÈREMENT > 33,9 %**

**PAS DE FIXE > 17,2 %**

2.446 votes

Votez pour le sondage du jour sur **dh.be**

**Une bonne info ?**

**Appelez-nous au 02/211.28.49**

**La stratégie bruxelloise de la N-VA**

**BRUXELLES** Les premiers frémissements des élections communales commencent à s'observer. Une tendance nette se détache: la N-VA semble décidée à mettre un pied dans la porte bruxelloise et même à draguer les électeurs francophones. Plusieurs candidats francophones, à Bruxelles et même en Flandre, se présentent sur les listes N-VA, parti ouvertement nationaliste flamand et séparatiste.

Outre les deux candidats que nous vous présentons, c'est aussi le cas par exemple de Tatianna Hachimi (7<sup>e</sup> sur la liste N-VA à Schaerbeek).

"Que la N-VA ait l'ambition de séduire des électeurs francophones à Bruxelles, cela ne fait aucun doute. Elle ambitionne deux choses très difficiles à obtenir dans la capitale. Ce qui ne signifie pas qu'elle ne l'atteindra pas, analyse Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Ils visent le seuil des 5% de voix, afin d'obtenir un élu au Parlement fédéral. Ils souhaitent aussi se rendre incontournables dans le rôle linguistique néerlandophone. S'ils obtiennent huit sièges, ils seront très compliqués à contourner. Or, le blocage de Bruxelles est l'une des voies pour arriver au blocage du pays et obtenir le confédéralisme. C'est la stratégie de la N-VA: amener les francophones à eux-mêmes demander la réforme."

La présence de candidats francophones sur leurs listes revêt à ce titre un intérêt certain. "C'est un élément neuf dans la campagne à venir. Je note trois éléments, reprend Pascal Delwit. Primo, le rapport aux immigrés de la N-VA et une forme de rejet. Secundo, le parti et plusieurs de ses ministres incarnent l'autorité, ce qui séduit certains. Enfin, la bonne santé perçue de la Flandre peut induire l'idée qu'il faudrait que Bruxelles s'aligne sur leur manière de fonctionner."

AdM

**Francophones, ils se SUR LES LISTES**

**▶ Anne-Laure Mouligneaux, porte-parole francophone de Bart De Wever, sera deuxième sur la liste N-VA à Grimbergen**

aussi bien néerlandophones que francophones."

**C'est tout de même peu courant pour une francophone d'intégrer la N-VA.**

"Pour la N-VA, mon parcours est un exemple de ce que devrait faire un francophone qui vient en Flan-

dre: s'intégrer, apprendre la langue, s'il a des enfants, les mettre à l'école en néerlandais. Ce que je ferais si j'en ai, un jour. Ils deviendraient culturellement totalement flamands, en plus de l'être par le sol. C'est un peu l'histoire qu'on veut raconter à la N-VA. Tout le monde est le bienvenu, mais apprenez la langue, acceptez de partager nos valeurs."

**N'est-ce pas perdre une partie d'identité ?**

**Comment une francophone arrive-t-elle à la N-VA ?**

"J'ai fait des études en sciences politiques. Ensuite, j'ai travaillé dans un département de communication et des agences. Il y a quatre ans, je me suis dit: 'J'ai envie de faire autre chose.' Le mix entre la politique et la communication m'intéressait particulièrement (Ndlr: elle avait déjà été candidate en 2012 à Wemmel, sur une liste apparentée MR). Je cherchais un challenge et me rendre utile. À cette période, la N-VA rédigeait son programme pour les élections de 2014. Je l'ai lu. Et je me suis dit: 'Ça me convient tout à fait.' J'ai donc posé ma candidature. Il n'y avait pas de poste vacant. Le lendemain des élections, ou presque, ils m'ont appelée. Et j'ai commencé à travailler pour le parti."

**Vous habitez déjà à Grimbergen ?**

"Oui. Mes parents sont francophones. Ils ont déménagé à Grimbergen quand j'avais 6 ans. J'y ai majoritairement habité, avec des passages à Bruxelles."

**Vous définissez-vous comme flamande ?**

"Territorialement, je me définis comme flamande. Je me sens bien dans mon Brabant flamand. C'est chez moi. Mais, c'est vrai qu'en famille, on parle le français. Je suis francophone. Au travail, c'est le néerlandais. Le week-end, je parle aussi bien français que néerlandais, j'ai des amis

» "En 2014, quand la nouvelle de mon départ pour la N-VA a été rendue publique, j'ai tout eu ! Des collègues de mon ancien boulot venaient me dire en rigolant: j'ai lu sur le web que tu devais être tondu !" © HAULOT

